

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

par Arthur ARNOLD

1877

AVANT-PROPOS

Les pages qui suivent ont déjà paru, sous forme de *lettres*, dans un journal français.

Elles semblent donc s'adresser exclusivement à la France, s'occuper exclusivement des péripéties de la politique française actuelle.

C'est une erreur.

Il n'y a plus aujourd'hui de questions nationales proprement dites. - Il y a la grande lutte de la révolution contre l'État, de l'avenir contre le passé, de l'Égalité contre le privilège, du Droit contre la force.

Cette lutte existe, - ouverte ou latente, - chez tous les peuples civilisés, quelle que soit la latitude géographique, quelle que soit la forme politique du gouvernement, - Empire, Monarchie, République, Pouvoir personnel ou Parlementarisme.

C'est en France, jusqu'à présent, que cette lutte a revêtu un caractère plus violent, c'est en France que les deux adversaires se sont saisis avec plus de fureur, que la bataille, depuis longtemps engagée, se poursuit avec le plus d'acharnement, à travers des péripéties plus dramatiques et plus douloureuses, mais le même antagonisme se retrouve, - modifié dans ses manifestations extérieures par la diversité des tempéraments et des milieux, - aussi bien chez l'Anglais que chez le Français, chez l'Allemand que chez l'Italien, chez le Suisse que chez le Belge ou le Russe.

Si la France se meurt de Centralisation, d'unité factice et de Gouvernementalisme - poussés chez elle à des excès inconnus presque partout, hors de ses frontières, - si la théorie de l'État, si l'action du Pouvoir, l'ont réduite à la situation où nous la voyons, la livrant alternativement aux avortements révolutionnaires et aux coups-d'État triomphants, il n'est pas un des peuples que nous venons de nommer qui ne soit plus ou moins dupe de sa foi persistante dans l'efficacité des formes politiques, qui ne demande, comme la France l'avait fait jusqu'au 18 mars 1871, son salut à des institutions gouvernementales qui sont la négation absolue de la Révolution sociale, et la rendraient définitivement impossible, au cas où le peuple n'arriverait pas à les jeter dans la poussière, sous ses pieds.

Ce qui arrête et stérilise l'action révolutionnaire en France, - c'est identiquement ce qui arrêta, avant-hier, la Révolution en Italie, ce qui la faisait avorter, hier, en Espagne, ce qui la retarde et, demain, la rendra impuissante en Allemagne: - C'est la théorie de l'État, - que ce soit l'État républicain ou l'État monarchique, l'État ouvrier ou l'État bourgeois.

ÉTAT et RÉVOLUTION sont deux forces contradictoires, incompatibles.

Il s'agit donc de sortir de l'Évolution politique dont tous les termes aboutissent au despotisme en haut, à l'esclavage en bas, pour entrer sur le terrain de l'Évolution sociale qui nous donnera la Justice dans l'Égalité, et l'Égalité dans la Liberté!

Mais, pour entrer sur ce terrain de la réalisation socialiste, il faut, d'abord, - répétons le, - renverser les barrières qui nous en interdisent l'accès, - c'est à dire ABOLIR L'ÉTAT ET TOUT L'ORGANISME POLITIQUE DONT IL EST L'INCARNATION SUPRÊME.

Genève, octobre 1877.

Première partie:

LA DÉCEPTION

La France semble atteinte d'une grande déception à l'endroit de ses gouvernants.

Après chaque Révolution nouvelle, - elle respire, elle espère. - Elle a manifesté sa volonté. - Elle croit que cela suffira. - Cela ne produit rien, et ce bon peuple de France aux illusions incorrigibles, s'en étonne.

Pour mon compte, je ne trouve d'étonnant que son étonnement.

Combien de fois, depuis quatre-vingts ans, n'a-t-il pas manifesté sa volonté, - et quand a-t-elle été respectée, obéie?

Il peut la manifester encore des milliers de fois, sans qu'il en soit jamais davantage.

Qu'il fasse la récapitulation de tous les ministres qui l'ont gouverné, - et ils sont aussi nombreux que les palinodies de M. Jules Simon! - qu'il fasse la récapitulation de tous les maîtres qu'il s'est donné, ou qu'il a subis, depuis Napoléon 1^{er} jusqu'à nos jours, - et qu'il me dise ce qu'il a gagné, lui, peuple, à tous ces régimes qui n'ont jamais différé que d'étiquette.

Il a eu un parvenu de la Révolution, un Empereur de la gloire, qui l'a désarmé, réduit au silence et conduit à la boucherie.

Il y a eu des rois légitimes, Louis XVIII, Charles X, qui l'ont livré aux jésuites et envoyé à confesse.

Il y a eu un roi bourgeois, Louis-Philippe, qui l'a jeté en pâture à la féodalité industrielle et financière.

Il y a eu une République qui, sous les ordres de Cavaignac, l'a fusillé et déporté en juin.

Il a eu un second Empire, qui l'a massacré et déporté au 2 décembre, et lui a légué une carte à payer de cinq milliards, sans compter l'avachissement des caractères.

Il y a eu un gouvernement de la Défense nationale, qui n'a rien défendu.

Il y a eu M. Thiers, qui, en queue de *«la plus belle armée de la France»*, a pris Paris, - puis Mac-Mahon, dit *«l'épée loyale»*.

Après la colique de Broglie, et le panaris Buffet, il a même eu le cataplasme Simon qui a envenimé la plaie, et amené la gangrène Fourtou.

Mais je constate qu'après chacune de ces innombrables révolutions, qu'après chacun de ces changements de personnel gouvernant, il a toujours été réduit un peu plus au silence, et qu'il est devenu, le lendemain de chacune de ses victoires, un peu plus suspect à ceux qu'il avait hissés, ou laissé arriver au Pouvoir.

Il s'en indigne, s'en afflige ou s'y résigne, suivant les circonstances, - mais il s'en étonne toujours.

Il me produit l'effet d'un jardinier qui, ayant planté un pommier, s'étonnerait de ne point récolter des cantaloups.

Il a planté l'État, le Pouvoir, la Centralisation, et il est stupéfait de ne voir fleurir ni la liberté, ni l'autonomie, ni les réformes politiques et sociales.

Il se fait, suivant une fiction légale, représenter par des gens qui ne sont pas lui, qui ont des idées et des intérêts ou des instincts diamétralement opposés à ses idées, à ses besoins, à ses volontés, et il ne s'explique pas comment ces prétendus représentants du peuple ne sapent les bases de l'ordre actuel qu'en l'étayant chaque fois qu'il branle, et ne le renversent qu'en lui tendant la main chaque fois qu'il trébuche.

Il est pris dans un filet aux mailles innombrables et serrées, qui s'appelle le gouvernement, l'armée, le clergé, la magistrature, l'administration, le code dont toutes les lois ont été faites jadis sans lui et contre lui, et il ne comprend pas pourquoi on ne tient pas plus de compte de ses réclamations, qu'on n'en tient des sauts de carpe du poisson que la poêle attend.

Il a des gouvernants, qui, une fois au Pouvoir et maîtres absolus de toutes les forces vives, de toutes les ressources de la nation, - ne dépendent pas de lui.

Il a une armée, qui représente la force matérielle, - et qui ne dépend pas de lui.

Il a un clergé, une université, des professeurs et des maîtres d'école, qui enseignent ses enfants, - quand on les enseigne, - et qui ne dépendent pas de lui.

Il a des magistrats chargés de le juger et d'appliquer un Code fait sans lui, - et qui ne dépendent pas de lui.

Il a des représentants qui, - du jour de leur élection, - ne dépendent que de leur conscience!

Il a des préfets qui l'administrent, - et qui ne dépendent que du ministre.

Il a des maires qui font la pluie et le beau temps dans la commune, - et qui ne dépendent que du Pouvoir.

Il a des conseils généraux, des conseils d'arrondissement, des conseils municipaux, qu'il nomme, il est vrai, et qui, - pourvu qu'ils ne s'occupent ni de politique, ni de religion, ni de réformes financières ou sociales, ni de quoi que ce soit qui ressemble à quelque chose, - ont le droit d'approuver les volontés du préfet, d'émettre les vœux qu'on leur permet, - et d'être dissous, quand ils ne répondent pas invariablement: «*Brigadier, vous avez raison!*».

Il a une police chargée de le protéger, et qui le surveille, qui n'est responsable que devant elle-même, et qui ne dépend pas de lui, - de telle sorte qu'elle peut devenir le pire des fléaux, - on l'a vu sous l'Empire, - sans qu'il reste au citoyen d'autre ressource que d'obéir et de se faire... sans murmurer, comme disait M. Scribe de l'Académie française.

Et dans celle situation alors qu'il est plus débile et plus emmaillotté qu'un enfant dans les bras de sa nourrice, il s'étonne que ses volontés ne soient pas suivies!

- Oh! mais, dit-on, le peuple a des représentants qui ont mandat de supprimer ou de modifier tout cela.

D'abord, je ne connais pas de mandat qui puisse faire un démocrate de M. Jules Ferry, de la Défense nationale, ni un révolutionnaire de M. Gambetta, ce député de Belleville, après lequel M. Thiers ne trouvait plus rien à dire, ni un socialiste d'aucun de ces libéraux autoritaires, de ces avocats sonores et creux, de ces riches propriétaires, de ces industriels millionnaires, que le *Suffrage universel* a toujours subis, et subira toujours.

Ensuite, ceci prouverait que le salut du peuple et le triomphe de la justice sociale dépendent de deux miracles: - le premier, qui ferait sortir des urnes électorales une collection d'hommes représentant exactement les besoins, les volontés du peuple; - le second, qui ferait que ces hommes extraordinaires, une fois au Pouvoir, ne trouveraient pas délicieux tous les abus qui, au lieu de servir contre eux, - leur serviraient!

Non, le mal, le mal qui nous tue, est plus haut et ailleurs. La coquinerie des individus l'aggrave sans le créer. Le mal n'est pas seulement qu'un ministre donne des ordres réactionnaires, mais qu'il puisse donner des ordres. Ce n'est pas seulement que les préfets soient Bonapartistes, Broglistes, Buffetistes ou Thieristes, ou Mac-Mahoniens, mais qu'il y ait des hommes qui reçoivent et appliquent les ordres du Pouvoir, au lieu de recevoir et d'appliquer les ordres de la nation.

Le mal, c'est que le Pouvoir, c'est-à-dire l'État, soit autre chose que le très humble serviteur de la nation, une sorte de bureau général d'administration, chargé d'exécuter simplement les volontés, - transmises au centre, - de tous les groupes naturels qui constituent le peuple.

Non, les libertés, les droits, la prospérité, la dignité d'un peuple, ne peuvent dépendre de l'honnêteté ou de l'intelligence de ses gouvernants, du hasard qui fait que l'État aujourd'hui est d'accord avec la majorité, et du bon plaisir de ministres qui changent, qui meurent, qui sont à la merci de toutes les intrigues d'un parlement, sans communication lui-même et sans engagements légaux avec le pays.

S'il en est ainsi, comment s'étonner que toutes nos révolutions, avant respecté l'omnipotence de l'État, le droit de l'État, aient toutes avorté misérablement? - Vous laissez l'arbre, et vous vous plaignez qu'il porte ses fruits naturels! - Vous laissez tout l'outillage du despotisme, et vous vous étonnez qu'il ne fabrique pas la liberté!

Qu'est-ce que l'État? - C'est l'autorité entre les mains de quelques-uns!

Qu'est-ce que la République? (1) - C'est le droit pour tous, le privilège pour personne, la libre initiative de toutes les forces individuelles et groupées, le développement intégral de toutes les autonomies politiques, sociales et productives.

Vous voyez donc bien qu'il y a là contradiction, antinomie, négation réciproque, et qu'il faudra nécessairement ou que l'État qui représente le principe d'autorité absorbe la République, comme il l'a déjà fait deux ou trois fois, ou que la République résorbe l'État, et lui substitue le jeu libre d'autres institutions diamétralement opposées dans leur but et leurs moyens d'action.

Tant que vous enverrez pour vous représenter, des hommes qui parleront de fortifier le Pouvoir, d'agrandir le droit de l'État, de resserrer les noeuds de cette belle unité française que le monde nous envie, et qui ne nous a encore valu que des coups-d'État, trois invasions, l'écrasement de toutes les initiatives individuelles chez le peuple le plus initiateur de la terre, et l'avortement d'une demi-douzaine de Révolutions, sans compter la grande, - ne croyez pas avoir de la République autre chose qu'une belle et trompeuse étiquette sur un ballot monarchique.

Deuxième partie:

LA REPRÉSENTATION DU PEUPLE

Notre sort est-il entre les mains de celui ou de ceux qui nous gouvernent?

Peut-il dépendre d'un gouvernement, quel qu'il soit, à un moment donné, d'interrompre, d'arrêter ou d'entraver, tout au moins, la marche du pays, de lui crier: - *Halte! demi-tour à droite! En arrière!* - *Arrrche?*

Oui, parce que l'État est tout, et la nation, rien.

Or, remarquez-le bien, que ce soit le maréchal Mac-Mahon qui soit à la tête de l'État, ou M. Gambetta, ou Napoléon IV, ou Henri V, ou Pierre, ou Jacques, - cela ne changera point le fond des choses.

L'État tiendra toujours tout dans ses mains, vous dépendrez toujours des volontés, des préjugés, des caprices, de l'honnêteté des ministres, ou de leur chef: vous serez toujours à la merci d'une intrigue parlementaire quelconque, et il suffira toujours d'un changement de personnel, aujourd'hui plus libéral, demain plus rétrograde, pour contraindre la France à marquer le pas sur place ou à reculer.

Tel est le gâchis dans lequel nous pataugeons depuis quatre-vingt ans. Telles est l'impasse au fond de laquelle la Révolution trois fois victorieuse, depuis trois-quarts de siècle, va se briser le crâne, dans ses plus beaux élans, pour retomber sanglante et inanimée, à la discrétion des corbeaux et des vautours.

Quand on rapporte le mot de Louis XIV, - *L'État c'est moi!*, - tous nos libéraux bondissent d'indignation.

Quand l'État moderne dit: - *La France, c'est moi!*, - et agit en conséquence, - quelle différence y voyez-vous?

Il a raison, vous lui avez tout donné, il est le plus fort, il peut tout, - il est tout!

- Mais, répondez-vous, je suis le peuple souverain, moi! - Tous ces gens qui me gouvernent, qui me ra-

(1) En réalité, la République, - forme politique, - n'est qu'un gouvernement comme les autres, mais puisqu'une notable partie du peuple, - en France, s'est ralliée à ce mot qui lui représente la Révolution, je me sers toujours du mot, afin d'être compris et d'éviter de trop longues explications, dont ce n'est point encore ici la place.

tionnent ma part de liberté, d'existence, d'air respirable, qui taillent et qui rognent dans mes droits, qui légifèrent envers et contre tout, particulièrement contre moi, - ne tiennent leur pouvoir que de moi!

- En ont-ils moins le pouvoir?
- C'est moi qui les nomme!
- En êtes-vous moins gouvernés?
- J'ai mon bulletin de vote, - je les change!
- Et plus vous les changez, plus c'est toujours la même chose!

D'abord, parce que vous les changez à l'heure fixée par eux, dans les conditions voulues et préparées par eux, de telle sorte que vous n'êtes jamais mis à même d'empêcher le mal que quand il est fait.

Ensuite, parce que le mal a des racines plus profondes.

Émondez l'arbre tant qu'il vous plaira, il n'en poussera pas moins ses branches, et si c'est un mancenillier, vous n'en serez pas moins empoisonnés, chaque fois que vous irez vous reposer à son ombre.

L'erreur c'est de croire qu'en changeant l'investiture du Pouvoir, on en change la nature.

Le roi Bomba disait en parlant de ses soldats, d'ailleurs très braves contre le peuple: - *Habillez-les de vert, habillez-les de rouge, ils fuiront toujours devant l'ennemi.*

Il en est de même du Pouvoir. Qu'il s'exerce au nom du droit divin et héréditaire, ou au nom de la souveraineté populaire et du droit électif, il sera toujours le Pouvoir, et vous serez toujours la chose inerte qu'on administre, qu'on dirige, qu'on gouverne.

Qu'il porte au front l'huile sainte du sacre, ou la poudre de la barricade, ou le bulletin de vote, - l'État, représenté par un homme ou par une Assemblée, n'a-t-il pas toujours les mêmes prérogatives, la même omnipotence?

Du moment que vous avez dit *oui*, avec plus ou moins de connaissance de cause, plus ou moins de liberté morale ou matérielle, n'appartenez-vous pas à ce Pouvoir, qui sort de vous, et qui n'est plus vous?

Si ou disait à un condamné à mort: - *«Le bourreau ne sera plus nommé par l'administration, tu l'éliras toi-même, et, avant de te trancher la tête, il déclarera que c'est en vertu de ta propre Souveraineté qu'il te coupe le cou»*, - croyez-vous que le sort du guillotiné en serait essentiellement changé?

Eh bien! cette théorie est celle de la *Souveraineté déléguée*, celle de toute la vieille génération révolutionnaire et des jeunes néophytes qui aspirent au Pouvoir.

Pas d'illusion. - Jamais l'État, quelque nom qu'il prenne, ne sera véritablement démocratique; ni même libéral, - c'est-à-dire soumis aux volontés de la nation.

Comment voulez-vous que celui qui commande - obéisse?

Jamais il ne sera ni la liberté, ni légalité, puisqu'il est l'Autorité, par conséquent le privilège, c'est-à-dire le contraire de la liberté et de l'égalité.

Sera-t-il davantage la justesse et la sécurité?

Mais il n'y a point de justice là où il n'y a ni liberté vraie, ni égalité. Et comment serait-il la sécurité, lui qui sera toujours fatalement la reproduction exacte des lumières, des préjugés, des passions, des capacités et de l'honnêteté de ceux en qui il se personnifie?

Ouvrez l'histoire, depuis quatre-vingts ans. Quand le même fait se reproduit toujours, c'est que la cause persiste. Quand trois monarchies différentes aboutissent à la même chute, pour avoir commis les mêmes excès;

- quand deux Républiques sur trois aboutissent au coup-d'État; - quand la troisième République présente les mêmes symptômes alarmants, et n'a vécu, pendant sept ans, que de l'impopularité et de l'impuissance de ses ennemis, - non de sa propre vitalité, - c'est qu'il y a un vice constitutionnel dans les institutions.

Vous dites à chaque fois: - *Je choisirai mieux mes représentants, je prendrai d'autres hommes.*

Vous avez donc toujours mal choisi?

Soyez moins modestes. - Oui, vous choisissez mal, mais pouvez-vous choisir mieux? - On vous demande et vous cherchez l'impossible, - à savoir la représentation du peuple, de la nation.

Tout le système dictatorial, autoritaire, gouvernemental, - trois synonymes, - repose sur cette idée insensée que le peuple peut être représenté par d'autres que par lui-même.

Personne ne peut représenter le peuple, car personne, mieux que lui, ne peut connaître ses besoins, ses volontés.

On représente des intérêts déduits, circonscrits, limités, - on ne représente pas une abstraction.

On représente une commune, on représente un groupe économique, on représente un corps de métier, - on ne représente-pas le peuple.

L'État ne vous représente donc pas. Il ne représente que lui même. - Or, vous et lui, ça fait *deux*, et *deux* ne feront jamais *un*.

Que diriez-vous d'un homme qui, ayant une épine dans le pied, s'aviserait de changer de chaussure dans l'espoir de se guérir?

L'épine, c'est l'État, - les gouvernements sont les chaussures qu'on change, - et voilà pourquoi votre fille est muette!

Troisième partie:

CENTRALISATION ET RÉPUBLIQUE

M. Gambetta - l'espoir de la future République! - déclare chaque jour, à qui veuf l'entendre, qu'il n'est pas «*décentralisateur*».

Il prétend, d'ailleurs, être républicain.

M. Gambetta pourrait-il me citer une seule République centralisée, unitaire, qui ait vécu, et qui n'ait pas abouti au despotisme personnel?

Ne parlons pas de la République romaine, qui a donné au monde César, Auguste, Tibère, Néron, Caligula et autre représentants de «*l'ordre moral*» du temps. Mais la France a déjà eu deux Républiques unitaires et centralisées, sans compter celle qui est tombée de Thiers en Mac-Mahon.

La première, la grande, celle de 92, fut unifiée et centralisée avec une énergie à laquelle rien n'a manqué.

On se rappelle sa devise: - *Une et indivisible* - ou la mort!

Et la mort, en effet, n'a pas tardé à venir, - pour la République.

Un général vainqueur, profitant de l'occasion, s'empara du Pouvoir, et comme celui qui tient le Pouvoir, tient tout, grâce à la Centralisation, la République unifiée et centralisée aboutit à l'Empire.

En 1848, nous avons eu une seconde République unifiée et centralisée. Résultat: un second coup d'État, et

un second Empire! - *Oh! répondaient nos républicains autoritaires, avant le 16 mai, - Napoléon 1^{er} avait pour lui la gloire et le génie, tandis que nos généraux actuels ayant été aussi battus qu'on peut l'être, - sauf Garibaldi, qui n'est pas français et n'aspire pas au trône présidentiel, - nous sommes aujourd'hui bien tranquilles de ce côté-là!*

Donc, - d'après votre propre aveu, - la seconde République n'avait pu se sentir rassurée sur son avenir et contre les coups d'État, que par les hontes et les incapacités de tous ses généraux?

S'ils avaient été vainqueurs et glorieux, - par conséquent populaires, - vous reconnaissez vous-mêmes qu'il y aurait eu lieu de craindre?

Eh bien, les évènements viennent de prouver que c'était encore un excès d'optimisme.

Il n'en faut pas tant, là où l'État existe, pour vous conduire à coups de sabre, ou à coups de bottes.

Ni le génie, ni la gloire, ni la capacité, ni l'intelligence, ni le courage, ni la popularité, ne sont nécessaires.

Il n'y a que d'être au Pouvoir!

Le cheval de Galigula y suffirait.

Le Maréchal Mac-Mahon y a suffi.

C'est justement le vaincu de Reischoffen et de Sedan qui a fait le *16 mai!*

Quant au *2 décembre* et à la chute de la seconde République, nos partisans de l'État ont une autre réponse.

N'ont-ils pas réponse à tout, et d'autant plus facile qu'ils ne s'inquiètent point des démentis sanglants donnés par les faits!

- *Le Président de ce temps-là, - disent-ils, - était un scélérat sans foi, ni loi, qui n'a reculé ni devant le parjure, ni devant le massacre.*

Jean Hiroix aussi était un affreux bandit. Il n'en est pas moins vrai que s'il n'avait pas eu un couteau, et que si sa victime n'avait pas été désarmée, en vertu des lois tutélaires qui nous protègent et interdisent le port des armes, - de telle sorte qu'il n'y a que les assassins qui soient toujours armés, - il n'aurait pu égorger un imprudent promeneur sans défense, dans la *Plaine Saint-Denis*, à deux heures du matin.

Le couteau de Jean Hiroux, - c'est la Centralisation!

Avec cet instrument politique, aussi tranchant que contondant, il suffit que l'homme au Pouvoir soit dépourvu de principe d'honneur et pourvu d'audace, pour faire le coup d'État qui lui convient.

Tout à l'heure, ô Centralisateurs, votre République ne pouvait vivre que par l'impopularité de ses généraux. Maintenant, elle ne peut vivre que par l'honnêteté ou les scrupules de celui que les circonstances ont mis à sa tête.

Vous appelez cela vivre!

Eh bien, supposez un Napoléon III quelconque, président de la *Confédération suisse*, et si parjure, si coquin, si peu scrupuleux qu'il soit, la République, en Suisse, ne s'en portera pas plus mal. Pourquoi? - Parce que là Jean Hiroux n'a point son couteau, - la Centralisation, - et parce que le peuple a son revolver, - la Fédération!

Comment essayer un coup d'État? - Le président, le gouvernement, n'a point d'armée à ses ordres. Si, à la tête d'une poignée de factieux, un Sauveur s'emparait de Berne, il trouverait devant lui vingt et un cantons fédérés, outillés pour leur défense, vivant de leur vie propre, ayant des armes, des magistrats et le reste.

Centralisez demain la Suisse, et, après demain, vous compterez une monarchie de plus en Europe.

- *Ce n'est pas cela, - répond, sans doute, M. Gambetta. - La Centralisation n'est mauvaise que parce que le*

président n'est pas républicain. S'il était républicain, elle serait, au contraire, excellente.

La Centralisation; ressemble alors à ce fameux remède contre le choléra, qui était bon pour les menuisiers, et mauvais pour les charpentiers.

Et c'est le même homme qui déclare: *«qu'il ne se sent pas libre»* devant la pression gouvernementale, qui cri à tue-tête: - *Vive la Centralisation!*

Et ce sont ces mêmes députés, qui s'excusent de ne pouvoir remplir leur mandat, sous prétexte qu'ils sont impuissants à le faire triompher des résistances ministérielles... ou autres, - qui l'applaudissent!

Ils sont incurables!

Il y a six ans, après la chute de Paris, préparée, acclamée par eux, et le désarmement de toutes les gardes nationales, - c'est-à-dire du peuple, - voté par eux, ils allaient, baiser les souliers rouges de M. Thiers, disant, pour se justifier, qu'il tenait l'avenir de la France entre ses mains, - ce qui était vrai, puisqu'il avait le gouvernement et l'armée, - et que, ne pouvant lutter contre lui, il fallait bien l'amadouer.

Hier, ils se serraient derrière l'*Opportunisme*, comme un troupeau de moutons effarés à la vue du loup-sénat, ou de toute autre apparition menaçante, - et leur excuse était la même:

- *Le gouvernement peut tout*, - disaient-ils. - *Nous, représentants du peuple souverain, nous ne pouvons rien!* - *Un conflit, pensez-y donc! La lutte de la souris, - le peuple, - contre le chat, - la Centralisation!* --- *Si M. Fourtou arrivait au pouvoir, il nous changerait nos Préfets.* - (*La Centralisation!*) - *Si. M. J. Simon partait, ou poursuivrait tous les républicains, nous serions tous menacés d'un procès Rouvier!* - (*La Centralisation!*) - *Et le ministre de la guerre sans contre-poids. Brrr! ça fait froid dans le dos, rien que d'en parler!* — (*La Centralisation !*).

Eh! messieurs, qu'importe un Fourtou à l'intérieur, si ce sont les départements qui choisissent l'homme chargé de les administrer?

Qu'importe le ministre de la justice, si les magistrats sont nommés à temps par les justiciables?

Qu'importe le ministre de la guerre, si l'armée permanente fait place à la nation armée?

Tout ce que vous craigniez est arrivé, - Le conflit a eu lieu, - on a changé vos préfets, - on vous a poursuivis!

Êtes-vous convertis?

Avez-vous compris la leçon?

Non. - Au fond, vous avez plus peur du peuple que de tout le reste, et vous vous garderiez bien d'ébrécher le grand sabre de la Dictature qu'à votre tour vous espérez ceindre un jour ou l'autre.

Quatrième partie:

UNE SOLUTION PRATIQUE

Proudhon, parlant de la classe dirigeante, dit, dans sa *Correspondance* (t.5, p.51): *«C'est une caste bête, immorale, avide, sans principes, toujours prête à piller la fortune publique et à exploiter le pauvre, et s'accommodant pour cela également bien de l'empereur, de la République, de l'Église et du roi».*

Aussi a-t-on vu M. Thiers s'accommoder de la présidence de la République versaillaise, et voit-on ses amis s'accommoder - non moins bien de la République monarchico-cléricale qu'ils comptent régir avec les décrets de l'empire.

Ce sont les malins de la bande.

Ils ont fini par comprendre que, pourvu qu'on bâillonnât le peuple et que l'on conservât le Pouvoir absolu aux mains de la classe dirigeante, il importait peu que le baillon fut blanc, noir ou bleu, que le Pouvoir s'appelât République ou Monarchie.

Ils ont beau faire, pourtant, le peuple commence à comprendre, lui aussi, d'où vient le mal, et à s'expliquer pourquoi toutes ses victoires d'un jour sont des défaites de vingt ans.

Il s'aperçoit que cette belle unité française produit le despotisme, comme on respire, - par une loi naturelle.

Il s'explique que, grâce à elle, ce sont et ce seront toujours les plus forcenés réactionnaires de l'époque qui gouvernent et gouverneront, et que cette France, patrie des initiateurs du monde, est condamnée à n'avoir à sa tête que des écrevisses.

La défense piteuse des *Opportunistes* eux-mêmes finira par ouvrir les yeux aux plus aveugles.

Que disent ils: - Les réformes doivent être mûres, - c'est-à-dire acceptées de tous, ou, tout au moins, de l'immense majorité, - de telle sorte que la réforme la moins incontestable, la plus urgente, ne peut voir le jour tant qu'elle dépassera le niveau intellectuel des habitants de *Fouilly-lès-Broglie*, ou de *Fourtou-lès-Badingouins*.

De là cette conséquence qu'avec le système unitaire, - la capacité, l'intelligence et l'instruction n'étant rien, le nombre étant tout, - ce sont les plus ignorants, les plus arriérés, les plus encroûtés, qui ont la haute voix, et font le gouvernement à leur image.

Il y a une ville que le monde admire, et qui le gouverne par ses idées: C'est Paris!

Cette ville est la capitale de la France et le cerveau de l'Univers.

Résultat: - Elle est gouvernée par les représentants de *Lorgeril-lès-Toqués* et de *Cumont-lès-Ignorantins*.

Ce sont les Béotiens qui commandent dans Athènes et lui disent: - *Halte là!*

Ce sont les culs-de-jatte qui crient aux ingambes: - *Défense de marcher et de courir!* - *Ordre de se traîner dans la crotte des vieilles ornières?*

En France, tous les centres intelligents en sont là, et tandis que M. Gambetta effare, par sa hardiesse, quelques bourgs pourris, que le républicanisme de M. Dufaure donne des cauchemars aux décapités parlants du Sénat, Paris, Lyon, Marseille, etc..., doivent se coucher à plat ventre et ramper dans le marais réactionnaire dont ne veulent pas sortir les larves ennemies du mouvement et de la lumière.

Voilà ce que nous vaut votre Unité, votre omnipotence de l'État! - C'est le monde renversé, le triomphe de la stupidité, l'apothéose de tous les vieux préjugés rancis dans les caves du passé.

Sans ces deux boulevards de tous les despotismes, Paris et les grandes villes diraient aux retardataires:

«Mes libertés vous effrayent, mon idéal vous cause de l'horreur? - Gardez vos Dufaure, vos Buffet, vos de Broglie, vos Fourtou. Faites-vous juger par leurs juges, administrer par leurs préfets, confesser, - vous, vos femmes, vos filles et vos petits garçons, - par leurs capucins. Moi, en attendant que vous soyez éclairés, comme il n'est pas plus juste que je subisse votre idéal, qu'il ne vous semble juste que je vous impose le mien, - je vais nommer mes juges, ma police, expulser mes capucins, et m'administrer moi-même, suivant mon goût et mon degré de développement moral.

Nous avons des intérêts communs, qui sont le maintien et la défense de l'indépendance nationale, l'entretien des voies de communication, les postes et télégraphes, etc..., etc... Nous ferons donc un petit pacte fort serré pour cela, et nous aurons des gens chargés d'y veiller.

Pour le reste, chacun chez soi. - S'il me plaît de changer les conditions de la propriété, de proclamer la famille libre, d'organiser la production, la distribution et la consommation des richesses communales, sur un plan tout différent du vôtre, - cela ne touche point à vos intérêts, ni à vos préjugés. - Vous garderez pour vous, la belle organisation sociale qui vous charme, vous en jouirez tout votre saoul, et même au-delà. - Des goûts et des couleurs, il ne faut pas disputer.

Donc vous respecterez mes goûts et mes couleurs, comme je respecterai les vôtres.

Nous verrons bien vite qui a tort, qui a raison, qui est le plus heureux, de vous ou de moi.

Si je me trompe, je reprendrai vos béquilles, - mais si je ne me trompe pas, ayant démontré le mouvement par la seule démonstration possible, - le mouvement, - c'est vous qui jetterez vos béquilles.

D'ici là, j'aurai vécu, moi aussi, à ma guise, suivant mes besoins propres, mes enfants et les arrière-petits-fils de mes petits-fils ne seront pas condamnés, sans profit aucun pour personne, à suivre vos modes, et à boire l'affreuse piquette sociale qui convient à vos gosiers ignorants des vins généreux de la liberté et de l'égalité.

Si vous arrivez à voir clair et à comprendre à votre tour, tant mieux pour vous! En attendant, ne me parlez plus de la société à sauver. La société est l'ensemble des institutions au sein desquelles se développent une certaine quantité d'individus. Ma société, si différente qu'elle soit de la vôtre, sera une société au même titre que la vôtre.

Je sais bien que les oies ont sauvé le Capitole, - mais elles ne gouvernaient pas Rome.

Rien du plaisir chez vous, - et au revoir».

Cette solution si simple, si logique, si pratique, est la seule possible, si l'on veut éviter d'horribles crises, suivies d'épouvantables reculs ...

Le capitaine Garcin: - *Rrrrrran!*

Cinquième partie:

SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT, OU SOUVERAINETÉ DU PEUPLE

Un individu mange des champignons, et se trouve empoisonné. Le médecin lui donne de l'émétique et le remet sur pied. Aussitôt il court à son cuisinier, et lui dit: *«Les champignons d'hier à la sauce blanche m'ont empoisonné. Demain, tu les accommoderas à la sauce brune».*

Notre individu mange les champignons à la sauce brune. Second empoisonnement, seconde visite du médecin et seconde cure à l'émétique.

«Parbleu! - dit-il à son cuisinier, - je ne veux plus de champignons à la sauce brune ou blanche. Demain, tu les feras frire».

Troisième empoisonnement, avec accompagnement de médecin et d'émétique.

«Pour cette fois, - s'écrie notre homme, - on ne m'y repincera plus!... Maître Jacques, faites confire les champignons».

Les champignons confits l'empoisonne de nouveau.

«Mais c'est un imbécile! - dites vous. - Qu'il jette les champignons au tas d'ordures, et qu'il n'en mange plus».

Soyez moins sévères, je vous en prie, car cet imbécile, c'est vous, c'est nous, c'est l'humanité entière.

Voilà quatre à cinq mille ans que vous accommodez l'État, - c'est-à-dire le Pouvoir, l'Autorité, le Gouvernement, - à toutes les sauces, que tous faites, défaites, taillez, rognez des constitutions sur tous les patrons, et que l'empoisonnement continue.

Vous avez essayé des royautés légitimes, des royautés de fait, des royautés parlementaires, des Républiques unitaires et centralisées, et la seule chose dont vous souffriez, le despotisme, la dictature de l'État, vous l'avez scrupuleusement respectée et soigneusement conservée.

La leçon des événements ne vous a pourtant pas manqué, et, après le 4 septembre, vous avez pu voir, pendant cinq ans, qu'une Chambre élue s'entendait aussi bien, en fait d'état de siège, de compression et d'arbitraire, qu'un monarque quelconque.

- Oh! c'était la Chambre du «jour de malheur», - répond-on. - Puis, j'avais oublié de lui dire quand elle devait partir et ce qu'elle avait à faire.

La question n'est pas là. Le fait, c'est qu'une Chambre, sans autre pouvoir exécutif que le sien, élue par

vous, peut, si elle le veut, vous gouverner à sa guise, ne tenir aucun compte de vos vœux, de vos besoins, de vos volontés, et que vous n'avez aucun moyen de les lui imposer. Le fait, c'est qu'au lieu d'une dictature à une tête, vous avez la dictature à 500 têtes!

Le mal n'est pas d'être gouverné par tel ou tel, - roi absolu ou constitutionnel, République avec ou sans président.

Le mal consiste essentiellement en ceci: - *c'est que l'autorité ne se partage pas, que la force ne se partage pas.*

Si c'est l'État qui a l'autorité, vous ne l'avez pas.

Si c'est l'État qui a la force, vous ne l'avez pas.

Or, si vous n'avez ni l'autorité, ni la force, - qu'avez-vous?

- Rien!

Vous êtes à la discrétion de l'État. - Vous êtes sa propriété, sa chose, - Vous lui appartenez, et il ne vous appartient pas, - et par conséquent, vous ne vous appartenez pas à vous-mêmes.

- Oh! la prochaine fois, je prendrai des garanties, et je ferai faire, par mes Représentants ordinaires, une Constitution qui liera si bien l'État qu'il ne pourra plus exécuter un seul mouvement sans ma permission.

Vous reconnaissez donc qu'il faut prendre des garanties contre l'État, qu'il est nécessaire de le lier? - Il est donc dangereux?

Qu'est-ce que c'est alors, que cet État dont vous ne pouvez, soi-disant, vous passer et duquel vous devez toujours vous défier et vous défendre?

Mais qui sera chargé d'appliquer ces lois contre l'État, chargé de vous protéger contre les empiétements, l'omnipotence et la dictature de l'État? - L'État naturellement, car si vous faisiez vos affaires vous-mêmes, l'État n'existerait plus.

Alors vous dites à la dictature:

- En vertu de tes pouvoirs dictatoriaux, c'est toi qui auras mission de le refréner, de te modérer et de te contrôler toi-même. - État, je te confie le devoir de mettre l'État à la portion congrue!

Cela vous parait absurde? - C'est pourtant, là, ce que vous recommencez tous les quinze ans, après chaque révolution.

- Il faut bien un Pouvoir central, une autorité suprême, pour faire appliquer et passer dans les lois les volontés du peuple souverain. - Pourvu que je jouisse de toutes les libertés nécessaires, plus l'État sera fort, plus je serai fort moi-même, puisque l'État me représente.

Vous les avez eues déjà, toutes ces libertés, soit en droit, pendant la première Révolution, soit en fait, pendant quelques mois ou quelques jours, après 1848 et le 4 septembre. Vous avez eu et pratiqué le droit de réunion et d'association, vous avez eu la liberté de la presse, vous avez eu, par la garde nationale, la nation armée, - et, on vous a toujours retiré tout cela.

Pourquoi?

Parce que la liberté et la dictature ne peuvent coexister ensemble, qu'il y a antinomie absolue, qu'il faut que l'une supprime l'autre.

L'État, à chaque fois, est venu dire:

- Je ne puis plus gouverner, je ne suis plus le maître. Pour vivre, il me faut certaines conditions. Je suis menacé, je pérís.

Et il avait raison, il disait vrai.

Aussi vos représentants, et vous-mêmes, imbus également de la religion de l'État, de l'idée de la nécessité de l'État, tous, vous avez répondu:

- Reprends ces libertés avec lesquelles tu ne peux fonctionner. Charge-toi de la Police, de la Défense, de la Justice, de l'Instruction, de l'Administration. Moi, je me réserve de te charger de tout. C'est en cela que consiste ma Souveraineté.

Vous espérez toujours que, grâce au progrès, il arrivera un moment où l'État sera occupé par des gens représentant exactement vos idées, et, alors, ce jour-là la dictature de l'État devenant, en fait, votre propre dictature, la question serait résolue.

Détrompez-vous. Si cet accord impossible devait jamais exister, il n'existerait pas plus de vingt-quatre heures, par cette bonne raison que vos Représentants, devenus à leur tour l'État, auraient aussitôt les mêmes intérêts que l'État et que l'intérêt de l'État étant le Pouvoir et la Centralisation, ou la dictature, et votre intérêt étant la liberté, ou l'autonomie, la scission et l'antagonisme se rétabliraient immédiatement par la seule force des choses.

Cessez donc de chercher à combiner le feu et l'eau, le droit du peuple et le droit de l'État.

La Souveraineté du peuple s'appelle la Liberté. La Souveraineté de l'État s'appelle la Dictature.

La première s'exprime par le groupement libre des autonomies naturelles. La seconde s'exprime par la Centralisation et la compression uniforme sous le même niveau.

L'une s'appelle l'Union, - c'est, l'association.

L'autre s'appelle l'Unité, - c'est la caserne.
